



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AXEL VEGA**

Patinoire de Mériadeck  
95 Cours du Mal Juin  
33000 Bordeaux

Références : 2026-229  
Code AIOT : 0005206754

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement AXEL VEGA implanté Patinoire de Mériadeck 95, Cours du Mal Juin 33000 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

A l'occasion d'un déplacement dans le secteur de la patinoire du quartier Mériadeck de Bordeaux, l'inspection des installations classées a constaté la réalisation de travaux au droit et à proximité des tours aéroréfrigérantes (ICPE soumise à déclaration sous la rubrique 2921) exploitées par la société AXEL VEGA.

L'inspection a donc pris contact avec l'exploitant pour disposer d'informations sur le chantier en cours.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEL VEGA
- Patinoire de Mériadeck 95, Cours du Mal Juin 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0005206754
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEL VEGA (Patinoire de Bordeaux) située 95, Cours Maréchal Juin, 33000 Bordeaux est équipée de deux tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale de 840 kW (2 x 420 kW). Cette installation a été mise en service en 1999.

Les tours aéroréfrigérantes sont partiellement enterrées et le haut des tours débouche sur un espace public à fort passage piéton et véhicules. La dispersion de ces rejets se fait au niveau de l'espace public et non pas en hauteur. En outre, un commissariat de police, des arrêts de tram et des habitations sont à proximité immédiate des tours (dans les 50 - 100 mètres).

Par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, il a été imposé à la société AXEL VEGA la mise en place d'actions complémentaires pour sécuriser les installations classées : la mise place d'un périmètre d'éloignement, une interdiction d'accès étant donné les risques d'exposition aux légionelles pour le public, la mise en œuvre des recommandations de l'analyse des risques de l'inspection ainsi que **la réalisation d'une étude technico-économique pour le remplacement de ces installations.**

**Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/03/2026, article R512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude technico économique et plan d'action	AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles installations de refroidissement (tours adiabatiques BALTIMORE AIRCOLL COMPANY, série TRILLIUM TRF) de la patinoire ne relèvent pas de la réglementation relative aux installations classées.

**La société AXEL VEGA veille sous un mois à déclarer la cessation d'activité de ces anciennes tours aéroréfrigérantes classées sous la rubrique ICPE 2921.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etude technico économique et plan d'action

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étude technico-économique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/08/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>Dans un délai de 5 mois</b>, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique examinant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en œuvre d'un système tel que les rejets atmosphériques de ses tours aéroréfrigérantes soient réalisés à une hauteur garantissant la bonne dispersion des rejets et l'absence de risque sanitaire et ce sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,</li><li>- la substitution des tours aéroréfrigérantes en place par une technologie de refroidissement des effluents ne présentant pas de risques de dispersion de Legionella pneumophila.</li></ul> <p>L'exploitant propose en conclusion de cette étude technico-économique un plan d'action des travaux d'amélioration à engager ainsi que leurs échéances de réalisation.</p>
<b>Constats :</b> <p>A la date échéance du 17 août 2025, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection l'étude technico-économique imposée à l'article 5.</p> <p>Lors de la visite de terrain du 9 mars 2026, l'inspection a constaté la réalisation d'un chantier au droit et à proximité des tours aéroréfrigérantes exploitées par la société AXEL VEGA. Des installations de refroidissement temporaires (groupe froid) sont installées sur le trottoir et connectées aux installations de la patinoire (cf photo en PJ).</p> <p>L'inspection des installations classées a donc pris contact avec l'exploitant pour disposer d'informations sur le chantier en cours.</p>

En retour, l'exploitant a précisé que:

- la substitution des tours aéroréfrigérantes existantes (circuit ouvert) par des tours adiabatiques a été validée,
- un permis de construire a été déposé et validé par Bordeaux Métropole,
- les tours aéroréfrigérantes ont été déconnectées du réseau de la patinoire, des installations temporaires ont été installées pour prendre le relai pendant la phase travaux,
- les travaux de démantèlement des tours aéroréfrigérantes débutent semaine 11.

L'exploitant a transmis à l'inspection les documents relatifs au permis de construire notamment le cahier des charges techniques des travaux.

Les futures installations sont de la marque BALTIMORE AIRCOLL COMPANY, série TRILLIUM TRF, type TRF 1014E-C80EM26E. Par attestation du 14/03/2016 et en référence au courrier du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 14 Mars 2007, BALTIMORE AIRCOIL COMPANY précise que la gamme des refroidisseurs adiabatiques Trillium/Spartium n'entre pas dans la définition du système de refroidissement évaporatif. En effet, la conception de cette gamme, interdit, en fonctionnement normal:

- la projection d'eau dans le flux d'air
- la rétention d'eau
- l'arrachement vésiculaire sur les médias de refroidissement

BALTIMORE AIRCOIL COMPANY certifie que l'ensemble de la gamme Trillium ne relève pas de la rubrique 2921.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Déclaration de la cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 09/03/2026, article R512-66-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, cessation d'activité

### **Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation des tours aéroréfrigérantes soumises à déclaration sous la rubrique ICPE - 2921 (installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle) est arrêtée et le chantier de démantèlement est en cours. Les futures installations de refroidissement adiabatique (cf point de contrôle n°1) ne relèvent pas de la réglementation sur les installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société AXEL VEGA veille à procéder, sous un mois, à la déclaration de cessation d'activité de ses installations 2921 conformément à l'article R512-66-1 du code de l'environnement rappelé ci dessus. Les démarches sont à réaliser sur le site internet : <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>